



ASBL Mémoire d'Auschwitz
Rue des Tanneurs, 65 à 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

La pédagogie pour contrer le négationnisme (1) : Analyse de trois génocides

Baudouin Massart
ASBL Mémoire d'Auschwitz

Février 2016

Le 25 janvier 2016, la Cellule Démocratie ou barbarie organisait une journée d'étude pour démonter les négationnismes qui visent les génocides des Juifs, des Tutsis et des Arméniens.

Former des esprits critiques reste l'une des meilleures façons de lutter contre le négationnisme. Les enseignants – en particulier les professeurs d'histoire de l'enseignement secondaire – sont en première ligne pour mener à bien cette mission. Face aux « J'y crois pas », ils doivent montrer que l'Histoire n'est pas une affaire de croyances, mais une démarche scientifique basée sur des faits réels et vérifiés. Une tâche pas toujours aisée. Pour les épauler, la Cellule Démocratie ou barbarie¹ de la Fédération Wallonie-Bruxelles a organisé le 25 janvier 2016 une « journée d'étude consacrée aux génocides face au négationnisme et au révisionnisme. »²

« Le génocide est l'un des pires crimes qui puissent exister », rappelle le directeur de Démocratie ou barbarie, Olivier Plasman. Et le négationnisme fait partie intégrante du processus, précise-t-il : « Une fois le forfait accompli, les génocidaires prennent bien soin d'effacer toutes les traces. » À travers l'analyse des génocides des Juifs, des Arméniens et des Tutsis, les participants de cette journée mettent en avant les faits face aux discours de ceux que Pierre Vidal-Naquet appelait « Les Assassins de la mémoire »³.

Négationnisme et révisionnisme

Pour entamer le débat, une mise au point s'impose : la distinction entre révisionnisme et négationnisme. « Quand on parle de révisionnisme, explique Laurence Schram, docteure en Histoire, chercheuse senior au Mémorial et Musée Kazerne Dossin⁴, il s'agit d'une démarche scientifique critique qui vise à réviser de manière rationnelle certaines opinions couramment admises en histoire par le grand public ou par des non-spécialistes. Il se fonde sur des sources nouvelles et propose une nouvelle interprétation de l'histoire, le tout en satisfaisant aux règles de la critique historique. » À l'opposé, elle place le négationnisme qui, lui, ne relève en aucun cas d'une démarche scientifique : c'est « un mensonge qui ne se fonde ni sur une démarche critique ni sur une analyse innovante des sources. Il s'agit d'une démarche

¹ La Cellule Démocratie ou barbarie coordonne les questions d'enseignement à la citoyenneté et aux droits de l'homme à travers le travail d'histoire et l'éducation à la mémoire : <http://www.democratieoubarbarie.cfwb.be>

² Des textes et des outils sont repris sur le site
<http://www.democratieoubarbarie.cfwb.be/index.php?id=15169>

³ Vidal-Naquet, Pierre (1987) : *Les Assassins de la mémoire* [1981], Paris, La Découverte, 1987, 238 p.

⁴ <https://www.kazernedossin.eu>

perverse et malveillante. L'objectif est de disculper l'Allemagne, de rendre les Juifs coupables et responsables de la Seconde Guerre mondiale et de semer le doute dans les esprits en brochant autour de la vérité. » Une rhétorique déjà présente dans les discours d'Adolf Hitler et reprise par le négationniste Robert Faurisson, qui affirme que les chambres à gaz et le génocide ne sont que des mensonges, dont les principales victimes sont les Allemands et les Palestiniens.

Le processus de négation de la Shoah

Pour Laurence Schram, l'histoire du négationnisme se découpe en cinq périodes. Elle naît parallèlement à la création de l'État d'Israël, entre 1948 et 1967. Maurice Bardèche, militant d'extrême droite, publie *Nuremberg ou la Terre promise* en 1948⁵. Il accuse les Alliés d'avoir inventé le génocide pour passer sous silence leurs propres crimes de guerre. En 1950, Paul Rassinier, militant d'extrême gauche, pacifiste, ancien résistant et déporté à Ravensbrück et Dora, conteste, dans *Le mensonge d'Ulysse*, les témoignages des autres déportés, parce qu'ils ne correspondent pas à son expérience. Il affirme que les principaux bourreaux étaient les *kapos* et non les SS. Plus tard, dans *Ulysse trahi par les siens*, il affirme que les Juifs sont la cause de tout. Rassinier est souvent considéré comme le père du négationnisme.

L'année 1967 marque une rupture. « La guerre des Six Jours montre un état juif agressif et guerrier, loin de l'image des victimes », explique Laurence Schram. Rassinier meurt la même année. François Duprat, ancien collaborateur de Bardèche et cadre du FN, prend le relais. Il structure le discours négationniste et convertit l'extrême droite à l'antisionisme. Ce ne sont plus seulement les Allemands les victimes, mais aussi les Arabes. Le négationnisme entre dans une phase de maturation qui va durer jusqu'en 1978. En Belgique, la maison d'édition Baucens diffuse des écrits négationnistes, tandis qu'en Flandre, de futurs dirigeants du Vlaams Blok fondent la revue *Haro*. En Allemagne, un ancien SS du camp d'Auschwitz, publie en 1973 une brochure *Die Auschwitz-Lüge* : il y fait une description idyllique d'Auschwitz. En 1978, toujours en Allemagne, Udo Walendy, politologue et activiste d'extrême droite, prétend que les photos des camps sont truquées. La même année, Richard Harwood – de son vrai nom, Richard Verrall, un activiste du National Front anglais – publie *Did Six Million Really Die? The Truth at Last*, où il nie l'extermination des Juifs. Il se fait passer pour un spécialiste de la Seconde Guerre mondiale de l'Université de Londres, où il est totalement inconnu.

Ces éléments favorisent la propagation du négationnisme en 1978-1985. « C'est l'ère de Robert Faurisson et de la médiatisation et du scandale », souligne Laurence Schram. Le 28 octobre 1978, *L'Express* publie l'interview « À Auschwitz, on n'a gazé que les poux », de Darquier de Pellepoix, ancien commissaire général aux questions juives dans le gouvernement de Vichy et réfugié en Espagne. L'article est relayé par *Le Monde*, France Inter... Professeur de littérature à l'Université de Lyon II, Robert Faurisson s'engouffre dans la brèche. Il joue sur sa notoriété et se rallie une frange de l'ultragauche, pour qui Auschwitz est une invention du grand capital pour détourner l'attention de la masse ouvrière de la révolution. En 1979, *l'Institute for Historical Review* voit le jour aux États-Unis : il devient

⁵ Le livre est traduit en néerlandais en 1952, par Karel Dillen, futur président du Vlaams Blok.

rapidement un centre international du négationnisme. En Grande-Bretagne, David Irving s'attèle à démontrer qu'Hitler ignorait tout, minimise l'action criminelle du nazisme, ainsi que l'impossibilité technique des chambres à gaz... En Belgique, ces discours sont traduits et relayés, à partir de 1984, par le groupe VHO, porté par l'extrême droite flamande.

De 1985 à 2000, c'est le temps des affaires. L'historien Henri Rousso invente le terme « négationnisme », qui ne se limite pas à nier la Shoah, mais tous les grands crimes de masse du 20^e siècle. Faurisson surfe sur les scandales qui ne font qu'accroître son audience, pointe Laurence Schram. Il y a aussi l'affaire de la thèse de Roque sur les confessions de Kurt Gerstein à l'université de Nantes. Ou encore l'affaire Garaudy sur *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne* (1995), dans laquelle se compromet l'Abbé Pierre. C'est aussi l'époque des jeux de mots de Jean-Marie Le Pen (ex. : « Durafour crématoire »). Derrière ces affaires, plane l'ombre de Faurisson. Une nouvelle génération de négationnistes se profile. Ils sont plus radicaux que leurs prédécesseurs. Pour les contrer, la France adopte la loi Gayssot en 1990 qui condamne la contestation de l'existence des crimes contre l'humanité. La Belgique lui emboîte le pas en 1995⁶.

Depuis 2000, le négationnisme diffuse largement ses thèses via Internet et les réseaux sociaux. « Il sort de la culture *underground* et des groupuscules néonazis. Très médiatisé dans certains pays (pays arabes, ex-républiques soviétiques, Venezuela, Turquie, Soudan...), il connaît une nouvelle évolution », observe Laurence Schram. En 2006, l'Iran organise un colloque négationniste auquel assistent Dieudonné et Faurisson. Thèse avancée : si Israël tire sa légitimité de la Shoah, et si la Shoah n'a pas eu lieu, alors Israël n'a pas de légitimité, résume Laurence Schram. D'autres pays arabo-musulmans (Égypte, Palestine, Qatar, Arabie saoudite...) emboîtent le pas à l'Iran et soutiennent les négationnistes.

La dernière décennie connaît d'autres affaires, comme le procès, en 2007, de Faurisson contre Robert Badinter, qui l'a qualifié de « faussaire de l'histoire ». Si le négationniste perd le procès, il gagne en médiatisation. En 2009, Dieudonné le fait monter sur la scène d'un de ses spectacles au Zénith sous les applaudissements du public. Aujourd'hui se pose la question de l'après-Faurisson. Vincent Reynouard, intégriste catholique et adepte de l'idéologie nazie, auteur de maintes thèses niant la Shoah, devrait lui succéder. Désormais, le point de rassemblement de tous ces mouvements négationnistes, c'est l'antisionisme radical.

Le génocide des Arméniens

Au 19^e siècle, les Arméniens, en tant que chrétiens, sont des citoyens de seconde zone dans un Empire ottoman musulman, explique Yves Ternon, docteur en histoire à Paris IV Sorbonne. Ils demandent des réformes au sultan, en vain. Très vite, ils sont perçus comme un ennemi intérieur, allié de la Russie. Les violences à l'égard des populations arméniennes débouchent sur le massacre de 300 000 personnes en 1895. Mais ce qui mène au génocide, c'est l'apparition du parti Jeunes-Turcs et son arrivée au pouvoir en 1913. Au sein de ce parti, l'idéologie « la Turquie doit appartenir aux Turcs » domine. Et pour être

⁶ Loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale.

Turc, il faut être musulman. Ce qui entraîne une épuration ethnique des populations chrétiennes sur les théâtres de combat avec massacre d'Arméniens, d'Assyriens et de chrétiens du Pont, précise Yves Ternon.

La destruction des Arméniens commence le 24 avril 1915 et la déportation est l'une des armes de ce génocide. Il fera près de 1,5 million de morts. Dès 1916, les premiers discours négationnistes justifient cette déportation. Ils invoquent, entre autres, le risque que les Arméniens ne collaborent avec l'ennemi russe. En 1923, avec l'apparition de l'État turc, les procès prouvent qu'il a eu une organisation du génocide. Puis, sous l'État kémaliste, c'est le silence. Il persiste jusqu'en 1946, année où le terme « génocide » est évoqué au procès de Nuremberg. Les Arméniens s'en emparent lentement. Mais le vrai processus négationniste s'enclenche lors des 50 ans du génocide arménien, en 1965, lorsque le silence est brisé dans plusieurs pays. Depuis, à chaque fois qu'il y a une demande de reconnaissance du génocide d'une organisation, d'un État, les réactions sont les mêmes : allant d'une lettre d'ambassadeur, assortie de menaces, jusqu'au rappel du diplomate.

En 1992, lors de l'arrivée de l'AKP au pouvoir et du président Erdogan, l'AKP propose d'organiser une discussion entre Turcs et Arméniens. Sans résultat. Depuis plusieurs années, une partie de la société civile plaide pour la reconnaissance du génocide, en particulier à la suite de l'assassinat en 2007 du journaliste turco-arménien Hrant Dink par un nationaliste turc. Ce qui entraîne un durcissement du gouvernement Erdogan. Un constat également partagé par Dogan Özgüden, rédacteur en chef d'*Info-Turk* : l'opposition, les journalistes subissent des menaces, des académiciens sont dénoncés comme traîtres dans les journaux au service du pouvoir. Enfin, complète Yves Ternon, en 2015, pour contrer les commémorations du 24 avril en Arménie, le gouvernement turc a célébré, le même jour, le centenaire du débarquement allié dans les Dardanelles... qui a eu lieu le 25 avril !

Le génocide des Tutsis au Rwanda

Plus récent, le génocide tutsi au Rwanda constitue une autre problématique. D'emblée, Yves Ternon invite à être attentif aux choix des termes : « Il n'y a pas eu de génocide rwandais, mais un génocide tutsi au Rwanda », insiste-t-il. Et de remonter aux racines du génocide : quand la Belgique succède à l'Allemagne au Rwanda, les colons considèrent qu'il y a un peuple, les Hutus, et qu'un peuple colonisateur, les Tutsis, est arrivé. L'État belge fixe cette origine sur les cartes d'identité. En 1963, les Hutus prennent le pouvoir, chassent les Tutsis et les persécutent. Ceux-ci se réfugient en Ouganda. Le FPR (Front patriotique rwandais) envisage un retour dans les années 1980. Dans les médias, les radios, dès 1993, on parle de la destruction des Tutsis. Le 6 avril 1994, après que l'avion présidentiel a été abattu, c'est le déclic. Le génocide commence et dure jusqu'à l'arrivée en juillet du FPR. On dénombre entre 800 000 et un million de morts.

Aujourd'hui, au Rwanda, les génocidaires et ceux qui ont participé ne peuvent pas nier le génocide. Les négationnistes se sont réfugiés ailleurs. Mais il existe d'autres attitudes négationnistes, pointe Yves Ternon : « Ce sont ceux qui se sentent coupables de ce génocide, mais ne veulent pas le reconnaître : à savoir, la Belgique, à l'origine de l'ethnisation des populations, la France, avec l'opération Turquoise qui a servi à combattre le FPR et sans

doute à armer des génocidaires, les USA, qui ont vu le risque de génocide, mais ne sont pas intervenus, et, enfin, l'ONU. » « Mais comme il n'est pas possible pour ces acteurs de reconnaître leur responsabilité, il faut alors expliquer, voire justifier le génocide », dénonce Yves Ternon. Il énumère les différentes théories mises en avant. Tout d'abord, la fureur populaire incontrôlable provoquée par l'explosion de l'avion. L'autre théorie qui remporte du succès est celle du double génocide : il y a eu plus de tués Hutus que Tutsis, surtout avec l'arrivée du FPR. « Dans les faits, il y a eu des crimes de guerre dans le Nord-Kivu, mais pas de génocide hutu au Rwanda », souligne-t-il. Enfin, il épingle Pierre Péan, qui va jusqu'à affirmer que le FPR a provoqué sciemment le génocide en abattant l'avion présidentiel... Une fois encore, les théories négationnistes sont assez proches des théories du complot.

Le négationnisme, un projet politique

Derrière chaque génocide, il y a toujours eu une volonté politique : éradiquer l'Autre, celui qui est perçu et pointé comme le responsable de tous les maux. C'est ce que montre l'analyse des négationnismes visant les génocides juif, tutsi et arménien.

Dans ce cadre, le négationnisme peut être qualifié de projet politique. Sous couvert de démarche scientifique, il prolonge l'œuvre des génocidaires : la victime reste désignée comme l'ennemi à abattre, si ce n'est plus par les armes, ce sera par les mots. Une attitude similaire au racisme ordinaire.



Les « pavés de mémoire », un outil pédagogique pour aborder la Shoah au niveau local.

À gauche, au n° 59 du boulevard du Midi, à Bruxelles.

© Baudouin Massart



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.